

UN TOURNANT, VRAIMENT ?

Réunion de haut vol à Bercy avec la réunion du CSAM le 17 octobre, sous l'auguste présidence du ministre Thierry CAZENAVE en personne. Pour mémoire, le CSAM est l'instance suprême de dialogue social, compétent sur l'ensemble du ministère.

Depuis quelques temps (en fait, assez récemment), les ministres le président systématiquement et prennent quelques coups (au figuré...) au passage... Bon, ils en distribuent aussi sur l'un ou l'autre sujet sur lesquels on les sent chatouilleux. Ils ont aussi le tact de ne pas filer au bout de 40 minutes - c'est arrivé ... - en raison d'un agenda (de ministre, forcément ...). Mais c'était pour honorer des rendez-vous avec des personnes de plus haute extraction (parlementaires, forums internationaux, patrons de multinationales, ...) que de vulgaires représentant.es des personnels. Il y a même eu un cas, pas si lointain que cela, où une réunion de ce type s'était terminée en comportement insultant, concluant à l'illégitimité des fédérations à évoquer des sujets politiques concernant le ministère – oui, c'est arrivé aussi ...- . Pour l'heure, on semble loin de tout cela et c'est tant mieux.

En vedette du jour, le projet de loi de finances (PLF) pour 2024, actuellement en 49.3 ... pardon ! en débat parlementaire. Le sujet peut paraître aride, sauf pour quelques spécialistes (à chacun ses perversités ...). Mais, en fait, c'est l'évolution de nos administrations jusqu'à votre quotidien professionnel qui se dessine à travers ces travaux.

Quelques autres sujets non négligeables (bien au contraire ...) ont également été évoqués.

Le PLF en chiffres...

Événement ! Bercy arrête de supprimer de l'emploi en masse. La balance créations/suppressions (- 33 au MEFSIN, + 48 au MTFP) aboutit à un quasi-gel.

À force d'en prendre plein la figure, année après année et depuis des décennies, on ne peut pas ne pas noter cette inflexion. Après, **Solidaires Finances** relève que le mot employé est « pause » (NDLR : dans les suppressions). **Solidaires Finances** aurait préféré « arrêté définitif » ou encore mieux : « ambitieux plan de recrutement pour renforcer les missions les plus fondamentales ».

À noter : la DGFIP (victime historique des destructions de masse, ayant « effacé » plusieurs dizaines de milliers d'emploi) se prend encore une suppression avec un - 450 nominal, atténué par un redéploiement de 250 sur le contrôle fiscal, soit un - 200 au final. À croire qu'un PLF sans suppression d'emplois à Bercy n'est pas intellectuellement entendable (des « toxicos » de

la suppression à la direction du Budget ? Faut-il alerter la Douane?!?). Mais, promis-juré par le ministre, en 2025, il n'y aura plus de suppression à la DGFIP.

La Douane est reprise dans la colonne des créations. Mais il faut prendre en compte également les transferts, ce qui risque de tempérer très vite un éventuel enthousiasme naissant (en plafond d'emploi, la limite est abaissée de 74 ETPT). Mais, surtout, sur les 48 créations affichées, 45 sont fléchées sur une mission sous pilotage du ministère de l'Intérieur. Ceci ne vient donc nullement dissiper les craintes de **Solidaires Finances** de moyen terme sur le devenir de cette administration, secouée dans tous les sens (fin quasi complète de la casquette comptable, transfert progressif des fiscalités, ...).

Les autres administrations ne connaissent pas de mouvement marquant : + 4 à la DGCCRF (mais c'est Byzance!!), -2 à l'INSEE.



... et en lettres

Ou plutôt pour être précis en orientations. Parmi celles-ci **Solidaires Finances** retient notamment :

✓ **un plan informatique pour la DGFiP** (450 millions) ;

✓ **une esquisse de réinternalisation, porté dans ce PLF.** C'est avant tout l'informatique qui est visée. Un début de prise de conscience salutaire ?

✓ **un affichage de la sécurité des agent.es** (16 millions) : locaux, téléphonie, véhicules.

✓ **un gros paquet sur le renseignement** (22 millions consacrés au duo DNRED (Douane) et TRACFIN). Un bémol toutefois pour ce qui concerne **Solidaires Finances** : entre l'axe précédent et celui-ci, le premier nous semble prioritaire ;

✓ **le télétravail** : 3 millions remis au « pot » du fonds spécial suite à l'accord avec les fédérations.

✓ **et surtout un satisfecit sur les politiques ministérielles (notamment action sociale et santé/sécurité/conditions de travail).** Le ministère les porte (et les consacre dans le budget). C'est identifiant pour Bercy. Un regret (assez fort, notamment pour l'action sociale) toutefois : l'effet de l'inflation est loin d'être complètement compensé dans la ligne budgétaire.

Dont acte pour 2024. Mais **Solidaires Finances** ne se départira pas d'une vigilance sur ce sujet. Il ne s'agit pas de garder égoïstement et jalousement des choses que d'autres ministères n'ont pas. Mais **Solidaires Finances** sait que, pratiquement toujours, un passage en interministériel se traduit par un « nivellement par le bas ».

un grand absent... et une mise en garde

La partie reconnaissance de l'investissement des agent.es n'est guère présente, en dehors de l'enveloppe globale pour la Fonction publique d'État (mais à répartir sur une population de 2,5 millions d'agent.es).

Pour les promotions intercatégorielles, il y a un retour du plan de qualification ministériel, avec un abondement de 10 % en 2024 et la même chose en 2025. Mais, pour manier l'euphémisme, l'effet numérique sera assez limité...

Par ailleurs, on voit que la rémunération dite au « mérite » semble connaître un retour en grâce. Entre répartition de la pénurie, gestion à la tête du client et globalement une transparence du genre brouillard écossais, **Solidaires Finances** alerte sur les dangers de ce genre d'aventure. Au sens de **Solidaires Finances**, tout ceci est bien loin des valeurs fondatrices de la Fonction publique, et risque accessoirement de susciter bien plus de rancœurs que de « saine émulation »...

Mise en garde (Bis)

À l'occasion des travaux budgétaires (et déjà depuis quelques temps), on nous parle assez fréquemment de l'évolution des locaux professionnels.

En raison de la montée en puissance des « nouveaux usages du travail » (tournure élégante derrière laquelle se cache souvent le télétravail), le ministère, et plus largement l'ensemble de la Fonction publique nous prépare à une évolution peut-être lente, mais en tout cas forte, de nos implantations en termes de bureaux.

Là-aussi, Solidaires Finances met en garde sur les effets que pourraient avoir une telle politique. Tout d'abord, elle fait peser une

hypothèque sur le « droit au retour » (dans les locaux administratifs). Or, pour **Solidaires Finances**, ce dernier est un principe consacré. Mais surtout, on risque de voir un peu de se développer des lieux où l'agent.e se sentira bien plus comme un « passager.e temporaire » (remise en cause des bureaux personnels), ce qui peut fragiliser le lien entre l'agent et son environnement professionnel. Or, s'il est bien une chose dont nous n'avons absolument pas besoin par les temps qui courent, c'est bien de celle-ci.

Au menu du jour, figurait une mesure spécifique pour la DGFIP, à savoir la délégation de signature pour les actes RH.

Solidaires Finances s'est d'abord étonné de la chronologie des événements dans le sens où une note SRH (DGFIP) du 2 juin 2023 actait cette déconcentration pour les recrutements de contractuels DGFIP, soit quatre mois avant l'examen de ce texte au CSAM.

De manière générale, **Solidaires Finances** est plutôt méfiant envers cette mesure, qui peut passer de prime abord pour une mesure de souplesse. D'où un vote négatif. Pour **Solidaires Finances**, dans l'affaire, il y a toujours le risque que le bénéficiaire de la délégation oublie que c'est simplement la signature qui lui est confiée. Cela peut laisser croire à l'un ou l'autre « éruptif » qu'il est pleinement décisionnaire selon sa seule bonne volonté, ce qui peut occasionner l'un ou l'autre dérapage.

Dans un tout autre registre, un point a été fait sur les Jeux Olympiques de Paris, horizon désormais à moins d'un an.

Les quelques échanges lors du CSAM ont démontré à quel point les effets et perturbations risquaient d'être fortes pour un nombre de sites non négligeables. Mais tout ceci est encore bien flou. Par ailleurs, le ministère de l'Intérieur devait communiquer une liste des endroits impactés (transport par exemple). Or, cette dernière n'a pas encore été adressée aux autres ministères.

Un point spécial JO sera fait à chaque CSAM.

Protection sociale complémentaire (PSC) : un nouvel espoir ?

Pour mémoire, en 2025 (peut-être 2026 ...), c'est un autre système que vous connaîtrez en matière de remboursement des frais médicaux et plus globalement de protection sociale complémentaire. Le Gouvernement a en effet choisi de dynamiser le système tel que nous le connaissons à l'heure actuelle.

Pour Bercy, le sujet est complètement spécifique. En effet, malgré des imperfections, le système était plutôt une réussite et nous partons d'un standard bien supérieur à de nombreux ministères. Mais il y a également un autre sujet d'inquiétude : notre trajectoire RH fait que nous sommes un ministère « vieillissant », ayant joyeusement flingué un quart de ses emplois actifs. Pour les agent.es de Bercy, les retraité.es (et les ayant-droit), il y a donc, dans l'affaire, un risque de puissante dégringolade.

Et, voici que notre ministre, aiguillonné par le secrétariat général, nous a gratifiés d'un discours bien plus porteur sur le sujet :

Il a commencé par indiquer sans ambage qu'il partageait très largement les constats dressés par les fédérations et que la couverture sociale devait rester de haut niveau et prévoir la solidarité avec les retraité.es. Mais surtout il a indiqué clairement que :

- ✓ le couplage santé/prévoyance serait maintenu à Bercy ;
- ✓ le panier de soins standard pouvait être amélioré dans le périmètre ministériel.

C'est peut-être là un horizon qui s'éclaircit sur un sujet crucial pour les agent.es et leurs familles, alors que les derniers signaux n'étaient pas franchement encourageants.

Nous (toutes fédérations confondues) n'avons pas ménagé notre peine dans l'affaire. Bien sûr, il est encore trop tôt pour crier victoire. Mais en tout cas, on semble bien face à une nouvelle donne. C'est important pour tout le monde, y compris pour le ministère lui-même qui pourrait démontrer, dans l'affaire, qu'il n'est pas l'éternel perdant qu'il semble être aux yeux d'un certain nombre d'agent.es, et avec quelque raison !

À suivre en tout état de cause lors des prochaines réunions dédiées à ce sujet (début novembre).

Des divergences de fond qui subsistent

Voire des abîmes parfois ...

Dans ces affaires budgétaires, qui en fait, ne sont pas qu'un alignement de chiffres, mais traduisent des choix politiques, nous pouvons parfois nous rejoindre sur les ambitions, avec le ministère, au moins pour partie. Par contre, sur les réalités concrètes qui se cachent derrière les engagements, les visions de **Solidaires Finances divergent souvent bien plus largement.**

✓ **Le plan de lutte contre la fraude fiscale en est une assez belle illustration.** On nous demande plus ou moins de trouver ce plan génial. Et dès lors que nous en soulignons les manques, on voit bien comment une humeur de ministre peut vite s'assombrir...

✓ **Il en est de même avec la mise en place du conseil d'évaluation de la fraude.** Nous sommes plutôt partisans de la démarche. Toutefois, on sent bien qu'il y a une petite envie de fond, c'est de pouvoir conclure que les syndicats (et en premier lieu **Solidaires Finances** qui a été pionnier en la matière) exagèrent largement le montant de la fraude. Et bien, bon courage pour nous le démontrer... (oui, oui, c'est un défi). Cerise sur le gâteau au sujet de ce conseil : nous y relevons la présence de notre amie Agnès Verdier-Molinier, que Bercy a l'honnêteté de parer de son vrai titre - essayiste -, ce qui est bien plus exact qu'universitaire ou scientifique. En tout cas, la présence de cette charmante personne qui hante les plateaux, tout en étant atteinte, la pauvre, de remontées gastriques violentes dès qu'il est question d'intervention publique, a un petit côté amusant... (oui, on rit d'un rien dans le monde syndical).

Pour en revenir au message principal de ce budget, la question qui peut se poser est : est-ce que cet arrêt /pause dans les suppressions d'emploi massives est suffisant pour estimer que nous avons changé d'époque ? À notre avis, et même si nous nous sommes battus sans relâche pour que cette mécanique infernale cesse, la réponse est clairement et résolument « non ».

Pour **Solidaires Finances, Bercy doit porter une réelle ambition pour des missions fondamentales pour l'État. Et dégager les moyens pour les accomplir. De ce point de vue, si certains aspects méritent sans conteste d'être soulignés, ce n'est pas le projet de budget 2024 qui porte pleinement et radicalement ce nouveau souffle que nous appelons de nos vœux.**

